

Yemaya

N°1

NOUVELLES DU GENRE DANS LA PÊCHE DE ICSF

AVRIL 1999

Editorial

Nous sommes heureux de vous faire parvenir le premier numéro de YEMAYA qui est le nouveau bulletin d'information d'ICSF sur les questions de genre (rôles respectifs des hommes et des femmes) dans le secteur de la pêche. C'est au cours de notre Assemblée générale à Trivandrum, en février 1998, que cette idée avait été lancée. Ce bulletin permettra d'établir et de renforcer les contacts entre ceux et celles qui s'intéressent à cet enjeu à travers le monde. Deux parutions sont prévues chaque année.

Dans ce premier numéro, des femmes et des hommes parlent de leurs réalités quotidiennes, du travail qui se fait, des problèmes à la fois semblables et différents qui les assaillent, de la façon qu'ils et elles s'organisent pour y faire face. Tous et toutes font preuve d'une même détermination pour défendre leurs communautés et la pêche artisanale qui les fait vivre.

Ce bulletin se veut un espace de rencontre et d'échanges pour partager expériences, opinions, projets et stratégies. Au moment où à travers le monde les pêcheurs artisans cherchent à mieux s'organiser pour défendre leurs intérêts, nous estimons que Yemaya a bien sa raison d'être.

Que signifie 'Yemaya'?

Ce mot est d'origine à la fois africaine et brésilienne. C'est la forme contractée de "Yey Omo Eja", ce qui signifie "La Mère dont les enfants sont les poissons". Une descendance innombrable!

Dans la tradition religieuse Umbanda, Candomble et Yoruba au Brésil et à Cuba, Yemaya est la Mère des eaux et la Mère de tous les *orixas* (dieux et déesses). Elle est souvent représentée sous forme de sirène, bleue et blanche et avec de longs cheveux noirs. Yemaya (qu'on appelle également Yemalla, Yemanya, Iemanja, Imanje, La Balianne) représente la fertilité et personnifie la maternité et la tendresse.

Yemaya exprime essentiellement l'élan vital de la création et de la maternité mais aussi d'autres aspects : ainsi Yemaya Okute désigne un combattant valeureux. La veille du Nouvel An sur les plages du Brésil, les fidèles lui dressent des autels et lui font des offrandes de nourriture, de fleurs, de bougies. Ces présents seront emportés par la prochaine marée à Yemaya.

Nous pensons que Yemaya convient bien à un bulletin qui s'intéresse surtout au rôle des femmes dans le secteur de la pêche.

Pages Intérieures

Sénégal	2,3
Ghana.....	4
France	5
Danemark	5
Inde	7
Canada.....	8,10
Brésil	11

AFRIQUE/Sénégal

Les femmes en tête du mouvement

par Aliou Sall, CREDETIP, Sénégal

Le CNPS (Collectif National des Pêcheurs Artisans Sénégalais), né en 1987, regroupe des pêcheurs artisans et des femmes actives dans la transformation artisanale et la commercialisation du poisson. Les femmes ont mené un combat au sein du CNPS et ont aujourd'hui des responsabilités qu'elles n'avaient pas au début. Le processus et les stratégies qu'elles ont développées pour accéder à la prise de décision méritent d'être reconnus pour deux raisons principales.

D'abord pour comprendre que la représentation féminine au sein du CNPS ne relève pas d'une stratégie destinée uniquement à féminiser de façon opportuniste le discours et le processus décisionnel. En effet, pour mieux capter les financements des partenaires du Nord, bon nombre d'organisations et de mouvements, voire de gouvernements, "impliquent" des femmes mais sans vraiment leur donner le pouvoir d'intervenir dans la prise de décision. Ensuite on peut considérer les actions des femmes comme celle d'un *mouvement dans un mouvement*. A travers les années, les femmes ont révolutionné de l'intérieur le CNPS. L'ensemble des acquis pourrait nous pousser à parler d'un mouvement de femmes dans un mouvement social de la pêche. Elles ont dynamisé le mouvement en permettant une évolution thématique en son sein, faisant émerger des enjeux vitaux pour le CNPS.

Le mouvement a évolué politiquement grâce aux demandes des femmes. Le CNPS a évolué en se détachant d'une démarche corporatiste et en se focalisant de plus en plus sur des enjeux tels que la crise de la ressource, les accords de pêche, les problèmes du tourisme, le droit foncier. C'est une approche nouvelle dans un contexte africain où le monde rural reste jusqu'à nos jours aliéné par le phénomène du "projet" et par conséquent étroitement orienté vers des revendications d'ordre économique à court terme. Ainsi, les coopératives et plus récemment les GIE (Groupements d'Intérêt Economique) n'ont de perspectives que les relations corporatistes qu'ils entretiennent avec le pouvoir et ses institutions. Le CNPS doit sa politisation en tant que mouvement aux femmes qui dès 1992 commencent à prendre une part active dans la négociation des accords de pêche. Ce

fut un événement historique dans la mesure où les femmes, traditionnellement vouées aux tâches après-capture, n'étaient pas considérées comme ayant un intérêt au débat sur la ressource. Pour le gouvernement sénégalais et même pour bon nombre de sénégalais, ce débat sur la ressource était un débat d'intellectuels ou d'écologistes. Le gouvernement a souvent taxé le CNPS d'être manipulé par des organisations environnementales comme Greenpeace. Il s'agissait là d'une stratégie pour décrédibiliser le CNPS mais aussi une façon pour les pouvoirs publics de nier le problème de la ressource.

Le principe du boycott des fonds provenant de la contrepartie financière des accords a été posé pour la première fois lors d'une réunion du bureau des femmes, à Hann, en 1992. Les derniers accords signés entre le Sénégal et l'Union européenne en 1997 ont encore une fois démontré leur militantisme et leur ferme volonté de lutter contre l'accès des bateaux étrangers à nos ressources. Leurs actions de protestations en vue de l'annulation de cet accord a non seulement renforcé la crédibilité du CNPS mais a aussi considérablement permis au mouvement de se faire connaître hors du milieu maritime d'où il est issu, par le public sénégalais. L'intense campagne menée par les femmes tant au niveau local qu'au niveau international pour éviter cet accord a permis à un secteur aussi marginalisé que la pêche de faire l'objet d'un débat public.

De même les enjeux liés au développement du tourisme et à l'occupation de la zone côtière ont été inscrits progressivement à l'agenda du CNPS grâce aux femmes. Ce débat sur l'accès à la terre, pour des communautés prises en sandwich entre complexes touristiques et industries littorales polluantes, a aussi donné sa dimension politique au mouvement. Cet apport des femmes dans la conscientisation des communautés maritimes fut pourtant surprenant aux yeux des observateurs des réalités socioculturelles sénégalaises. En effet, le rôle des femmes a été longtemps ignoré dans le secteur de la pêche artisanale. Les femmes formatrices sont d'ailleurs encore considérées par l'administration comme ménagères ou chômeuses.

La division sexuelle du travail dans les pêcheries traditionnelles a fait des femmes les principales intervenantes de la transformation et du micro-mareyage. Leur quasi spécialisation dans ces sous activités en font des ennemies naturelles du tourisme, appelées à se battre pour préserver ce qui est pour elles

un droit d'accès à la terre. Ce sont les premières à vivre les déguerpissements programmés avec la complicité des pouvoirs publics et des promoteurs touristiques.

Le développement des villages de vacances dans la région de la Petite Côte au Sénégal et plus récemment les camps touristiques dans la région de Saint-Louis (*voir article suivant*) rend nécessaire, pour les transformatrices, d'aller au delà de leurs préoccupations traditionnelles, comme l'accès au crédit ou à des infrastructures nécessaires pour leur travail. Il ne s'agit pas seulement de protéger leur source de revenus mais aussi leur statut social. En effet, c'est grâce aux revenus qu'elles tirent de cette activité que les femmes participent à la vie économique et sociale - dans les villages de pêcheurs, les femmes participent activement à la prise en charge financière des enfants.

En 1990, pour la première fois, les femmes du CNPS soulèvent la question des taxes qui paralysent leurs transactions commerciales. Elles ont demandé que ce sujet soit inscrit à l'ordre du jour des congrès du CNPS de 1991 et 1994. Auparavant les enjeux du commerce de poisson étaient surtout vus comme des problèmes de crédit pour l'achat et des difficultés de transport. Le CNPS commence dès lors à se rendre compte que les taxes constituent des contraintes administratives au développement du marché du transformé. Avec l'appui d'ICSF, une étude fut menée, suivie d'un séminaire de restitution auquel furent conviés les agents de l'administration des pêches et des finances dans le village de Kayar. Le CNPS avait jugé indispensable d'associer les pouvoirs publics à cette manifestation dans la mesure où il s'est rendu compte qu'il s'agit plus d'une volonté et d'une décision politique pour améliorer la situation que d'un quelconque projet de développement. Ce fut une des initiatives les plus concrètes du CNPS, étant donné qu'une bonne partie des taxes sont aujourd'hui levées.

Tous ces enjeux ont été progressivement inscrits dans les programmes du CNPS à la demande des femmes dont le niveau de conscience et de mobilisation est beaucoup plus important que chez les hommes. Comment peut-on expliquer cela? A mon avis, étant plus exposées que les hommes aux éventuelles conséquences des politiques publiques, les femmes se sentent plus obligées de réagir face à des situations difficiles.

Les femmes ont été associées dès la naissance du CNPS. C'est une pratique normale de penser aux femmes pour toute initiative prise dans la pêche, vu leur rôle dans le préfinancement des activités et les opérations post-capture. Nous avons vu comment elles ont politisé le mouvement à travers leurs demandes. Cependant ce n'est pas pour autant qu'elles ont été impliquées dans le processus décisionnel. En effet pendant plus de sept voire huit ans (de 87 à 94) elles conservaient encore leurs cellules féminines au niveau des villages et un bureau national des femmes. A partir du congrès de 1994, elles ont demandé à être intégrées dans le bureau national du CNPS où siégeaient uniquement des pêcheurs. Ce qui fut fait lors de l'assemblée générale de 1995.

Depuis lors, elles ont commencé à prendre un part active dans les campagnes et les actions de plaidoyer à l'étranger. L'assemblée générale de septembre 98 a rassemblé un nombre important de femmes. Malgré leur entrée dans le bureau national, elles ont tenu à conserver les cellules féminines locales. Si les cellules ghettoïsent les femmes, ce n'est plus le cas dès leur élection au sein du bureau national. Au contraire, les cellules féminines leur donnent une parcelle de pouvoir en plus dans la mesure où elles leur permettent de traiter de questions internes aux femmes mais aussi de préserver des réseaux à caractère socio-économiques, fruits d'un mouvement qui les lie maintenant depuis plus de onze ans.

AFRIQUE/Sénégal

Les femmes de Saint-Louis s'organisent

par Youssoupha Gueye, CNPS, Senegal

Aujourd'hui, dans le contexte des politiques de décentralisation qui sont mises en œuvre depuis janvier 1998 au Sénégal, beaucoup d'élus locaux prennent les terres des communautés de pêcheurs pour développer certaines infrastructures : mairies, maisons, industrie.

Ce processus a aggravé les problèmes des populations locales, en particulier les populations littorales qui dépendent de la pêche. Malgré leur rôle économique et social de premier plan et leur contribution vitale à la sécurité alimentaire, les travailleurs de la pêche sont toujours confrontés à de sérieuses difficultés, et les femmes sont les plus touchées. L'absence de statut

social pour les femmes explique leur marginalisation mais ne la justifie pas.

Le développement d'un tourisme antisocial, qui fait que les transformatrices doivent déguerpir de leur lieu de travail habituel sur les plages, constitue un réel problème pour les communautés de pêcheurs et surtout pour ces femmes qui ont évidemment besoin d'un endroit pour exercer leurs activités. Il existe plusieurs cas où elles ont dû partir. Dans la localité de Hann, par exemple, à 15 kilomètres de Dakar, un espace auparavant utilisé pour la transformation du poisson sert maintenant à loger des riches. A Mbour, le développement du tourisme sur la Petite Côte a aussi lésé les transformatrices.

Un problème semblable menace d'apparaître à Saint-Louis, localité dont les pouvoirs publics voudraient faire une ville touristique. Le développement d'infrastructures touristiques sur cette côte signifie forcément l'éviction des transformatrices parce que, aux yeux des autorités, la cohabitation des deux secteurs n'est pas possible.

Les membres de la cellule féminine de la section CNPS de Saint-Louis, avec à leur tête Ndeye Sène, se sont vigoureusement opposées à tout cela. Elles ont fait valoir que le terrain leur appartient légalement. Jusqu'à présent, elles ont réussi à empêcher la mainmise des autorités locales sur leur territoire. Elles ont bien conscience que si elles veulent continuer leur travail de transformatrices, il ne faut pas qu'elles lâchent cet espace. Et elles doivent se rendre compte que ça c'est seulement une première étape dans la longue lutte pour une reconnaissance effective.

AFRIQUE/Ghana

Programme d'échanges

par David Eli, TESCOOD, Ghana

En décembre 1998, treize femmes membres de huit coopératives de pêche béninoises sont venues au Ghana dans le cadre d'un programme d'échanges qui avait reçu le soutien d'ID Pêche (Bénin) et de TESCOOD (Ghana), deux ONG qui travaillent auprès des populations de pêcheurs artisans.

Il s'agissait essentiellement de permettre à ces transformatrices de se familiariser avec les techniques

utilisées par leurs consœurs ghanéennes et de parler avec elles de problèmes communs.

Elles ont visité notamment le port de pêche de Tema et pu observer divers types d'opérations : pêche artisanale, semi-industrielle, industrielle. Elles ont pu observer la vente en gros et au détail de poisson frais et la vente au détail de poisson congelé importé. Elles ont été surprises de constater que ce sont essentiellement les femmes qui contrôlent le commerce du poisson dans ce port. Elles ont vu les grands entrepôts frigorifiques et des femmes donner des ordres aux ouvriers. Dans le village de pêcheurs de Prampram où TESCOOD avait organisé un *durbar* (fête traditionnelle) pour célébrer la *Journée Mondiale de la Pêche*, elles ont pu rencontrer des femmes venues de treize communautés de pêcheurs.

Ensuite les femmes de Prampram, de Lekpongunor et de Ningo ont ensemble montré aux Béninoises la façon de construire un four *Chorkor* pour le fumage du poisson. On leur a aussi montré l'essentiel de la construction de claies à poissons. Il fallait voir ces femmes manier des outils de menuisier ! A Tsokomey, autre village de pêcheurs à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'Accra, les Béninoises ont rencontré des femmes qui sont membres d'associations locales. Elles ont parlé ensemble de crédit, d'organisation, de questions techniques. Il a été beaucoup question de la vente.

Elles ont critiqué les taxes élevées et l'attitude agressive du personnel à la douane. Ces deux aspects constituent à leurs yeux les principaux obstacles au développement d'un commerce trans-frontalier. "Il faut trouver un remède, peut-être avec le soutien de TESCOOD et de ID Pêche", ont-elles dit.

AFRIQUE/Ghana

Faire évoluer les mentalités

par Lydia Sasu, coordinatrice, projet *Food for Hunger Campaign*, Ghana

Au Ghana les hommes vont en mer prendre le poisson tandis que leurs épouses et leurs filles s'occupent de la transformation et de la vente pour aider à nourrir, à habiller la famille et envoyer les enfants à l'école. Les femmes ont aussi une petite activité commerciale, habituellement la préparation et la transformation de

denrées pour la revente (huiles, etc...). Elles travaillent dur toute la journée.

Traditionnellement les hommes ne donnaient jamais un coup de main pour le fumage du poisson. A terre, au retour de la pêche, ils passaient leur temps à ramander leurs filets ou à se reposer. Depuis quelque temps cependant on a appris aux jeunes hommes à regarder cette tradition d'un œil critique. Pour aider les femmes et la famille, ils participent maintenant à la préparation du poisson et à sa vente. Le travail des femmes s'en trouve grandement allégé. Après le débarquement du poisson le matin, tandis que leur femme est au marché à s'occuper de la vente, certains hommes commencent à préparer le poisson jusqu'au retour des vendeuses. Ce sont là des signes positifs.

EUROPE/France

Affirmer le rôle des femmes dans la pêche

par **Silvie Roux, vice présidente du Comité local des pêches d'Audierne (Bretagne-Sud), membre de FIFEL (Femmes du littoral)-Bretagne**

Le rôle des femmes dans la pêche est totalement méconnu, pourtant il est très important. C'est plutôt une particularité française parce que dans les pays nordiques il n'est pas si étonnant de voir des femmes embarquées comme matelot avec leur mari. Ici le travail est trop difficile, ce qui n'exclut pas leur participation à terre. En fait un homme à la mer signifie une femme à terre. Par ailleurs un emploi en mer crée quatre emplois à terre.

La présence des femmes est significative dans les opérations pré-capture : la gestion des bateaux, le relationnel avec les services administratifs, la transformation et la commercialisation du produit. En Bretagne, en décembre 1994, en pleine crise de la pêche, les femmes ont joué un rôle essentiel dans la défense des pêcheurs. En effet des mouvements formels et informels se mettaient en place en parallèle avec les hommes. A cette époque se crée un Comité de survie et groupement de femmes basé sur la solidarité.

L'idée qui émerge en premier lieu est la nécessité de se former pour être bien au courant de ce qui se passe dans le monde de la pêche. Aussi la première

revendication officielle de ces femmes est l'obtention du statut de conjointe de pêcheur artisan afin de pouvoir bénéficier d'une couverture sociale en matière de retraite, de droits professionnels, de formation professionnelle. Finalement la Loi d'orientation pêche et cultures marines du 18 novembre 1997 a permis l'obtention du statut de conjointe pour les femmes de pêcheurs et de conchyliculteurs en terme de droit à pension, droit de siéger dans les instances économiques pour représenter leur époux, droit à la formation.

A partir de huit associations régionales, une fédération interrégionale de femmes du littoral existe depuis mai 1998. Les objectifs à atteindre sont en particulier défendre les dossiers relatifs au domaine social (au sens le plus large), la relève et les jeunes à former, et bien sûr la PCP 2002.

Que nous réserve l'après 2002 ? On n'échappera pas à l'obligation d'engager une réflexion sur ce sujet qui est un véritable enjeu pour nos communautés littorales. Il en va de l'avenir du métier de marin pêcheur. Le droit de pêcher sera-t-il privatisé comme le suggère certains membres du Parlement européen ? Ou la mer restera-t-elle libre d'accès pour les pêcheurs artisans ? Est-ce que les pêcheurs et leurs épouses auront enfin leur mot à dire ?

Pour notre part, la Fédération des femmes du littoral a déjà engagé une réflexion qui fait ressortir les points suivants : l'application d'une réglementation européenne, la même pour tous, avec sanction du non respect de cette réglementation, définition de la pêche artisanale sur les critères de longueur du bateau et des puissances motrices, harmonisation des engins ou techniques de pêche, convention collective européenne, harmonisation des qualifications des brevets au niveau européen, gestion cohérente de la ressource.

EUROPE/Danemark

La démocratisation du secteur de la pêche

par **Eva Munk-Madsen, consultante pour la pêche et les femmes à Copenhague**

Au Danemark comme dans le reste de l'Europe, le secteur de la transformation a remplacé une bonne partie de sa main-d'œuvre par des machines

performantes et coûteuses. La production a globalement augmenté mais le nombre d'emplois a diminué. Du fait de la division sexuelle du travail dans ce secteur, les femmes surtout ont perdu leur travail à cause de l'automatisation. C'est dans ce contexte peu engageant que trois chercheurs travaillent depuis 1989 sur un projet appelé "Production industrielle et bonheur" avec un groupe d'anciennes ouvrières d'Esbjerg (un des principaux ports de pêche du pays).

Au cours d'une série de réunions de travail, chômeuses et chômeurs ont élaboré leur vision d'une industrie de la transformation démocratique et durable. Cette vision a été concrétisée par une fleur à cinq pétales et un ovaire. La première pétale représente des produits utiles d'un point de vue social ; la seconde indique que le travail doit tenir compte des rythmes et des besoins humains ; la troisième montre que le travail doit être planifié et organisé de façon démocratique, en commun, par les travailleurs ; la quatrième pétale signifie que le travail de formation et de recherche doit aller de paire ; la cinquième pétale symbolise la propriété collective de l'usine et déclare que seules des conventions collectives entre employés et patronat permettraient de faire respecter les droits des travailleurs. L'ovaire est le résultat global de ces divers éléments qui se traduit par une prise de conscience sociétale et un "bon sens" nouveau.

L'expérience s'est intensifiée en 1995 lorsque cette nouvelle appréhension des choses a pu se concrétiser dans le cadre d'une usine désaffectée. On invita les gens à participer à "l'usine modèle", mais il n'y eut que des femmes à répondre positivement. La chose est donc devenue un projet de femmes, une utopie expérimentale à plusieurs dimensions.

1. Les femmes mettront en route une cuisine à poisson ouverte où le consommateur pourra participer à l'élaboration et à l'évaluation des produits.

2. La chaîne sera remplacée par une "table de qualité" autour de laquelle les employées pourront changer de place et parler entre elles. On cherchera à limiter au maximum les déchets et la consommation d'énergie. Le processus technologique sera ainsi plus "propre".

3. Les eaux usées seront réutilisées à des fins aquacoles pour que les éléments nutritifs qu'elles contiennent servent à quelque chose au lieu d'aller polluer la mer.

4. Dans le volet formation du projet, on essayera de

combiner techniques diverses de transformation du poisson, gestion et culture générale.

5. L'atelier sera géré en commun, de manière démocratique, par l'ensemble des travailleuses et travailleurs.

Le Syndicat des femmes du Danemark (auquel peuvent adhérer les employées de marée) a accueilli favorablement ce projet et facilité l'obtention d'un appui financier. Les femmes se sont mises au travail en 1995 et se sont d'abord intéressées à la cuisine ouverte, à la formation et à la gestion démocratique. Les décisions étaient prises en commun après qu'on ait débattu de tous les aspects. Avec l'aide des trois chercheurs, les femmes ont entrepris ce qui était en fait un processus d'auto-formation. L'apprentissage de choses nouvelles se faisait au cours d'ateliers auxquels étaient invitées des personnes spécialisées dans les diverses phases de la mise en route de "l'usine modèle".

Ces experts ne proposaient pas des "réponses d'experts" pour définir les modes de production. Ils essayaient au contraire de tenir compte de l'opinion des femmes et de leur "vision des choses". Les femmes ont organisé plusieurs cuisines ouvertes auxquelles était convié la population d'Esbjerg. Sur la base des réactions obtenues à ces occasions, elles ont décidé de se concentrer sur deux produits : soupes de poisson, boulettes de poisson. Ces deux produits étaient confectionnés à partir de poisson frais disponible sur place pratiquement toute l'année.

Avant qu'on ait pu passer à la mise en place d'une 'technologie verte', dont le traitement des eaux usées, les problèmes financiers sont apparus. Le projet fonctionnait en effet uniquement avec de l'argent public. Ces aspects étaient également les plus coûteux du projet. L'aide du Syndicat des femmes du Danemark s'était révélée efficace pour obtenir une aide publique. Le gouvernement social-démocrate était très intéressé par tout ce qui pouvait faire baisser le taux de chômage et développer des méthodes de production durable.

Pour des raisons inconnues cependant, la foi en l'avenir de ce projet autogéré céda la place au scepticisme. Au milieu de l'année 1997, "Dyndspringeren" (c'était le nom qu'on avait donné à l'usine) dut fermer. Personne ne sait au juste qui avait décidé d'arrêter cette expérience.

Les employées de marée au chômage qui s'étaient embarquées dans le projet se retrouvèrent sans travail. Ce qu'elles ont retiré de cet épisode revêt désormais un caractère personnel plutôt que collectif. Elles ont en tout cas appris ce que signifient des décisions prises de façon démocratique, des rapports non hiérarchiques avec des spécialistes et les consommateurs et aussi de travailler ensemble pour parvenir à des objectifs partagés.

Le Syndicat des femmes du Danemark avait attaché beaucoup d'importance à cette "usine utopique", mais son soutien n'avait pas suffi à faire durer le projet jusqu'au bout. Les femmes peuvent tirer diverses leçons de cette expérience. Sa fin prématurée était-elle due à un manque de soutien politique de la part des sociaux-démocrates, à une foi chancelante dans la viabilité de cet atelier de transformation ? Les trois chercheurs ont rassemblé leurs conclusions dans des rapports qui feront l'objet d'une publication. Mais ces documents ne sont généralement pas faciles à trouver pour les employées de marée.

Le secteur de la transformation classique a montré un certain intérêt pour l'aspect formation du projet. Les processus de transformation sont maintenant très automatisés et l'évolution des techniques est rapide. On considère donc que la formation de la main-d'œuvre reste un facteur très important pour assurer la compétitivité de l'entreprise. L'expérience des femmes de "Dyndspringeren" conduit à s'interroger : la gestion participative de la production est-elle un gage de meilleure qualité des produits ou même d'une amélioration des performances ?

La "vision" que ces femmes avaient du secteur de la pêche (capture, aquaculture, transformation, commercialisation) devrait intéresser tous ceux qui se sentent concernés par les problèmes de la pêche, la place des femmes, l'environnement. Cette petite lumière qui avait été allumée a été vite soufflée. Mais elle a brillé juste assez pour nous signaler que des femmes sont déterminées à mettre un terme à l'exploitation du capital humain et des ressources naturelles dans l'industrie de la transformation du poisson.

ASIE/Inde

La Journée mondiale de la pêche

par Nalini Nayak, travailleuse sociale auprès des pêcheurs indiens, membre de l'ICSF

Les activités liées à la Journée Mondiale de la Pêche ont en fait débuté en juillet avec le lancement d'une campagne nationale pour obtenir que le programme gouvernemental *Famine-cum-Relief* s'applique aussi aux femmes. Il s'agit d'un système d'aide sociale participatif. Pendant neuf mois de l'année les pêcheurs versent des cotisations qu'ils récupèrent pendant les trois mois de saison creuse, avec en complément une somme équivalente fournie par l'Etat provincial et le gouvernement central.

En 1996, il avait été décidé que les femmes seraient exclues du système sous prétexte qu'elles n'étaient pas des "marins embarqués". Le National Fishworkers' Forum (NFF) décidait de faire de cette affaire un combat national et a organisé, le 1 juillet 1998, des "sit-in" dans toutes les capitales des Etats de l'Union indienne concernés.

Cela a provoqué des remous même dans les Etats où ce programme n'existait pas. Les manifestants refusaient d'abandonner le terrain tant qu'ils n'obtiendraient pas satisfaction. Les choses ont duré entre trois et quinze jours suivants les endroits. Au Bengale occidental, en Orissa, Andhra Pradesh, Tamil Nadu et au Kérala les gouvernements locaux ont finalement accepté d'accorder aux femmes leur dû.

Le gouvernement central s'est mis à vaciller et a fini par donner l'assurance qu'il inclurait ces dépenses dans le prochain budget. D'autre part, la Commission des Femmes a aussi fait pression sur le Ministre de l'Agriculture en soulignant que cette affaire constituait un cas flagrant de discrimination à l'égard des femmes. Pour les divers syndicats affiliés au National Fishworkers' Forum il s'agit là d'une étape importante vers la reconnaissance des femmes comme travailleuses à part entière.

ASIE/Inde**Une rencontre surprise**

par Nalini Nayak, travailleuse sociale auprès des pêcheurs indiens, membre de l'ICSF

Meenakshi Manna est la première femme pêcheur que j'aie rencontrée en Inde. Les dettes contractées par la famille pour l'achat de matériel de pêche continuant à croître, elle décida de faire de son bateau sa maison. Jusque là seul son mari allait en mer. Meenakshi vendit son petit lopin de terre et partit aussi en mer avec son mari et ses deux garçons. Aujourd'hui elle utilise un bateau bordé de 10 m équipé d'un moteur hors-bord de 25 CV et un assortiment de filets. Elle vend directement sa pêche au marché de gros.

Meenakshi est un petit bout de femme (1,35 m) et qui paraît si fragile. Mais elle est pleine de vie, débordante d'énergie. Et elle est heureuse sur son bateau. C'est une petite unité à pont ouvert où il n'y a que le strict nécessaire, mais elle fait des marées de trois ou quatre jours au large.

Depuis que Meenakshi a commencé à aller en mer il y a sept ans, sa famille a pu se mettre à rembourser les sommes empruntées pour l'achat de matériel. Elle a acheté un petit terrain où elle cultive des légumes depuis trois ans. Meenakshi espère qu'ils finiront par avoir assez d'argent pour construire une maison. L'un de ses trois garçons va à l'école et demeure chez des parents. Elle fait partie du Comité national du National Fishworkers' Forum (NFF) qui a été élu en décembre 1998 et qui compte huit femmes.

AMERIQUE DU NORD/Canada**L'union fait la force**

par Chantal Abord-Hugon, coordinatrice, Oxfam Canada Projet Acadie, sympathisante des Femmes du littoral du Nouveau-Brunswick

Les femmes qui travaillent dans le secteur de la pêche sont pour la plupart employées dans les ateliers de transformation, essentiellement comme saisonnières pendant 10-20 semaines suivant les espèces. Dans le passé "l'assurance chômage" assurait quelques revenus le reste de l'année quand la saison de pêche était terminée et que les usines étaient à l'arrêt. Pour beaucoup de gens cette aide constituait la moitié des

revenus annuels. C'est peut-être pour cela que les employés de la transformation se sentent plus concernés jusqu'à présent par le démantèlement des politiques d'aide publique que par le déclin des ressources halieutiques.

En 1994, le gouvernement adoptait certaines réformes sociales. Pour bénéficier de "l'assurance-emploi" il fallait désormais répondre à certains critères qui rendait plus difficile l'accès à l'aide publique, qui réduisait le montant et la durée des prestations. Pour la plupart de ces employés il y avait des trous entre la fin des versements et la reprise du travail. Cela pouvait aller de quelques semaines à quelques mois. Pendant ce temps ils étaient sans aucun revenu.

L'annonce de ces réformes donna lieu à un énorme mouvement de protestation marqué par des manifestations, des réunions publiques où les femmes tenaient souvent le rôle de leaders. Au cours des deux années qui suivirent la mobilisation était très forte parce que les gens craignaient de perdre leurs sources de revenus, de perdre leur maison, de ne plus parvenir à nourrir leur famille. Le long du littoral, des femmes se mirent à organiser des conférences pour les femmes afin de rompre leur isolement et de se tenir au courant des changements importants relatifs à "l'assurance-emploi", aux possibilités de travail et aux façons de lutter contre le stress.

Le Secrétariat d'Etat à la condition féminine fournit des financements, ce qui permit d'organiser d'autres conférences où les femmes pouvaient se retrouver. En 1998, il y a eu un financement pour un programme d'action et de recherche visant à évaluer le statut des femmes au sein des communautés littorales et à analyser l'impact des réformes sociales sur leur situation sociale et économique. Les conclusions de ces travaux devaient aider les femmes à faire pression sur les décideurs afin que le gouvernement modifie ses politiques.

L'enquête était réalisée par trois femmes appartenant à ces populations. Elles rencontraient les autres femmes individuellement. Elles ont réalisé un travail impressionnant qui a donné lieu à un rapport détaillé. Depuis l'automne 1998, nous avons présenté aux femmes les résultats de cette enquête qui montre clairement les retombées négatives des modifications du système d'assurance-chômage et la nécessité d'une meilleure formation. S'il existe des moyens d'action, si un certain nombre de leaders ont développé des

capacités et sont prêtes à s'impliquer dans le changement social, on constate en même temps une démobilisation importante des femmes. On entend souvent dire : "les femmes ont peur, les femmes se sont adaptées, elles sont résignées, les gens ne croient pas qu'ils peuvent influencer le gouvernement..."

Parmi les femmes qui assument des responsabilités au sein de leur communauté et parmi ceux qui les soutiennent, on s'interroge beaucoup sur ce qui ne va pas et sur la façon de réunir à nouveau toutes ces femmes. Il y a quatre ans, les manifestations contre les réformes étaient spontanées. Nous pensions que nous étions là en présence d'un véritable mouvement social capable d'imposer des changements. Maintenant nous avons l'impression qu'il nous échappe. Pourquoi?

Cet été au Ghana, au cours d'un stage de formation sur la pêche, l'analyse sociologique et les stratégies d'organisation, nous avons abordé la question des mouvements sociaux, comment ils apparaissent, comment on peut les faire durer. A partir des analyses qui avaient été faites alors nous pouvons peut-être essayer de comprendre pourquoi cette dynamique ne garde pas toute sa force. Comme nous l'avons dit alors au cours de nos discussions, il faut qu'un certain nombre de conditions soient réunies pour qu'un mouvement puisse se maintenir.

- Le processus doit se dérouler pas à pas, problème par problème. Or nous ne sommes pas partis du problème de l'assurance-chômage.
- Le but doit être précis, les objectifs affinés. Or cela n'a pas été fait.
- La base du mouvement est consolidée grâce à un effort de formation. Or cela n'a pas été fait par manque de fonds ou par manque de bénévoles prêts à s'investir dans la formation.
- On procède à la recherche et à l'analyse des faits. On essaie de faire pression sur les décideurs et on propose des solutions alternatives. Nous avons reçu des fonds publics pour un projet de recherche et d'action destiné précisément à agir sur les décideurs. C'était nécessaire mais on aurait dû faire ça avant la formation ou en tout cas en même temps. Nous constatons que notre programme, notre calendrier étaient établis en fonction des fonds disponibles. C'est peut-être ainsi que nous sommes allés trop vite de l'avant et que nous n'avons pas suffisamment répondu au désir essentiel des femmes qui était tout simplement de se rencontrer de temps en temps pour sortir de l'isolement. Si

elles disposent maintenant d'un bon outil (le rapport recherche-action), elles n'ont pas conscience de l'enjeu politique que cela représente et elles ne sont pas prêtes à l'utiliser pour s'engager sur le terrain politique.

- Il faut se trouver des alliés. Cela peut se faire en participant à une coalition d'associations de femmes. Il est important que ces associations qui ont surtout à l'esprit les problèmes des travailleurs des classes moyennes prennent aussi conscience de la situation particulière des ouvrières saisonnières du littoral. L'objectif de ces associations est essentiellement de parvenir à l'égalité dans les emplois tandis que pour les ouvrières saisonnières il s'agit tout simplement de trouver du travail.
- Il faut faire en sorte que les adhérentes restent impliquées. Mais il n'est pas facile de trouver les moyens d'accrocher suffisamment les femmes pour qu'elles restent dans le coup. Il faut essayer de comprendre pourquoi elles ne s'intéressent plus.
- Il faut que les gens s'expriment eux-mêmes, que divers meneurs se manifestent parmi eux.
- Il faut mettre en place des structures. Elles sont utiles pour guider et stabiliser le mouvement. Mais on doit également faire bien attention : elles peuvent aussi l'étouffer. C'est un gros problème. Ici au Nouveau-Brunswick il n'y avait pas de structure particulière pour les femmes du littoral, seulement quelques comités consultatifs dans trois régions qui fonctionnaient plus ou moins comme un collectif et au coup par coup. Est-ce que quelque chose de plus structuré aurait permis de conserver l'élan ? Ou le contraire se serait-il produit ?

On se pose à l'heure actuelle beaucoup de questions. Mais nous voyons aussi des résultats et nous essayons de tirer les leçons des erreurs commises. En février 1999, plus de vingt-cinq femmes ont décidé de participer à la convention annuelle de l'Union des pêcheurs des Maritimes. Dix d'entre elles seront retenues pour venir aux réunions préparatoires. Elles exprimeront leurs préoccupations en tant que femmes et également celles des familles et des populations de pêcheurs en général. Leur avenir à tous dépend de l'état de la ressource et du dynamisme du secteur de la pêche.

AMERIQUE DU NORD/Canada

Les femmes dans la conchyliculture

par Donna Lewis qui pratique la pêche et la conchyliculture dans l'île du Prince Edouard (Canada)

Je suis âgée de 40 ans et j'ai trois enfants. Je pratique la pêche et la conchyliculture. Je suis également responsable de l'Association conchylicole de Prince County à Mill River, Ile du Prince Edouard (Canada). Pour ce qui est de notre région et de l'ensemble du secteur de la pêche, c'est essentiellement dans les activités conchylicoles qu'on trouve des femmes.

Ma famille et moi nous avons loué une concession de 34 acres (13,7 ha) où nous faisons des huîtres et des myes. Notre spécialité ce sont les huîtres Premier choix de la Baie de Malpeque. Mais nous sommes aussi très fiers de notre réussite avec les myes. Cette variété de clam a, en effet, failli disparaître des eaux libres d'accès du fait de la surexploitation et de la pollution.

Il existe ici une pêcherie libre d'accès où l'on trouve plusieurs catégories d'huîtres et de moules et diverses espèces de clams. La pêche est saisonnière. Elle est interdite pour la plupart des gens du mois de décembre inclus au mois d'avril inclus. Parmi la population, certains souhaitent développer l'aquaculture dans toute cette zone afin que la conchyliculture puisse devenir une activité économiquement durable.

Mais nous sommes confrontés aux grosses sociétés qui peuvent se permettre de gros investissements et qui font chuter les prix au détriment des petits exploitants. Elles s'approprient de vastes concessions (sous un nom d'emprunt) et y prélèvent leur naissain.

Quand leur production sera bonne à vendre, elle encombrera le marché. Ces sociétés contrôleront les prix et les marchés établis et elles n'auront plus à s'approvisionner auprès des pêcheurs qui exploitent des bancs libres d'accès. Les cours risquent alors de s'effondrer, même pour ceux qui font du Premier choix, pourtant très demandé. Quant aux autres, ils seront réduits à devenir petits salariés chez ces gros acheteurs ou travailler pour eux à la commission.

Il y a aussi un autre problème : les conflits entre les

pêcheurs plaisanciers, le public et les gens qui vivent des produits de la mer, et cela parce qu'on manque d'informations fiables, notamment en ce qui concerne les méthodes utilisées pour récolter le produit et leur impact sur la ressource. Par exemple, les moyens mécaniques détruisent-ils la ressource ou au contraire lui font-ils du bien ?

Les mythes et les rumeurs courent parmi le public. Il commence cependant à accepter le fait que les nouveaux moyens mécaniques de récolte sont une bonne chose et qu'ils favorisent même le bon état des bancs, et contribuent à leur relance quand ils sont épuisés.

Les femmes sont de plus en plus présentes dans les pêcheries libres d'accès, dans l'aquaculture. Elles s'impliquent de plus en plus pour protéger l'environnement conchylicole, par leur présence physique d'abord et aussi parce qu'elles militent pour qu'on change la législation et pour que la population prenne mieux conscience des possibilités de développement de ce secteur d'activité.

Si le rôle des femmes est vital, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu dans le passé ou qu'il n'y aura pas à l'avenir de nombreux obstacles sur le chemin qu'elles ont choisi.

Presque tous les ministères de tutelle se montrent réservés quant à l'aptitude physique des femmes ou à leur savoir-faire en matière de collecte des huîtres et autres coquillages ou tout simplement lorsqu'il s'agit de manœuvrer un doris motorisé.

La plupart des acheteurs et des transformateurs connaissent les capacités de ces femmes. Mais l'administration leur fait tout le temps des histoires à propos des déclarations de revenus. Sur l'Ile du Prince Edouard, lorsque les ressources passent sous un seuil fixé par le gouvernement, les pêcheurs peuvent bénéficier de certaines prestations dans le cadre de l'assurance chômage (Employment Insurance), cela pendant les mois où il est impossible d'aller pêcher et de trouver un travail de remplacement.

Des préjugés sexistes entrent en compte lors de la fixation des taux de ces prestations, qui représentent d'ailleurs seulement 50 pour cent des revenus.

Le gouvernement a également décidé que le mariage ne constitue pas un partenariat légal : les époux doivent

mener leurs activités de façon différenciée l'un de l'autre, ne pas faire preuve de favoritisme lorsqu'ils utilisent le même équipement, qu'ils sont sur la même zone, etc. D'un point de vue logistique, la pêche devient donc une activité onéreuse pour les familles qui doivent posséder deux trains de pêche, ou louer deux concessions, etc. Tout se paie. Depuis deux ans, les licences ont augmenté et le loyer des concessions va bientôt faire un bond de 600 pour cent.

Il y a dans l'Ile du Prince Edouard une génération de pêcheurs de coquillages qui a dû travailler très tôt. Ils n'ont pu recevoir une instruction classique, mais ils ont gagné leurs diplômes à l'école de la vie.

On voit maintenant de nombreuses femmes aller de l'avant pour protéger l'environnement et ses ressources, pour créer des partenariats avec ceux qui peuvent faire changer les choses, pour lancer des bulletins locaux, organiser des réunions afin de mieux faire connaître et apprécier l'importance de la pêche. En même temps elles donnent leur force de travail et se chargent le plus souvent de toute la comptabilité et de toutes les formalités.

Je suis l'une de ces femmes, mais je ne suis certainement pas la seule. Nous avons beaucoup de chance ici sur l'Ile du Prince Edouard d'avoir pu identifier les ressources accessibles aux femmes dans le secteur de la pêche.

On peut citer le Cooper Institute, qui est un organisme de recherche à but non lucratif, et aussi des publications très intéressantes, par exemple Atlantic Women's Fishnet qui est écrit par des femmes pour des femmes et traite surtout des questions de genres dans le secteur de la pêche et de la place des femmes au sein des populations littorales.

AMERIQUE LATINE/Brésil

Réunion de travail sur les questions de genres

par Gustava Bezerril de l'Institut Terramar (Brésil)

De profonds changements sont en cours dans les populations de pêcheurs de l'Etat du Cearã, au nord-est du Brésil. Ils reposent sur deux pivots : une petite communauté qui répond au joli nom de Prainha do

Canto Verde (La petite plage dans le coin vert) et l'Institut Terramar qui est une Ong créée en 1994.

L'Etat du Cearã a été laissé à l'écart pendant des décennies. Le taux d'analphabétisme était très élevé, les gens n'étaient pas organisés et ne s'impliquaient pas dans la vie publique. Aujourd'hui ils se réveillent sous l'action des femmes qui jouent un rôle de premier plan dans les changements en cours.

Inspiré par le programme *Les Femmes dans la pêche* de l'ICSF et une rencontre de femmes des communautés de pêcheurs qui eut lieu au cours du Séminaire international sur la pêche responsable au Cearã en 1997, le premier atelier sur les problèmes de genre s'est déroulé les 28 et 29 novembre 1998 au Centre communautaire de Prainha do Canto Verde. Il s'agissait d'aborder le rôle respectif des femmes et des hommes comme partenaires pour l'amélioration des conditions de vie. Parmi les seize participants il y avait des pêcheurs, des femmes, des leaders locaux, des enseignants, des adolescents.

Etant donné l'absence totale d'associations de femmes dans les populations littorales et la multiplicité des tâches des femmes, il n'a pas été facile d'attirer un plus grand nombre d'entre elles. Le but était d'éveiller leur intérêt sur ces questions et de leur montrer qu'il est important de pouvoir parler de certaines choses taboues en présence des hommes. Cet objectif avait été compris et l'expérience acceptée aussi bien par les hommes que par les femmes. Le résultat fut un débat riche et approfondi, à la fois au cours des groupes de travail et pendant les séances plénières et les jeux de rôles.

Pour tenir compte des suggestions des participants, il fut décidé d'étudier la possibilité d'autres ateliers de ce type pour parler de ces questions, d'abord avec la participation des leaders de onze villages de la région qui sont déjà en contact régulier grâce aux réunions mensuelles du Forum des pêcheurs contre la pêche prédatrice. Il est prévu par la suite un certain nombre d'autres rencontres, dont trois réunions préparatoires dans la municipalité de Centre, une dans la municipalité de Fortim et finalement un atelier régional sur les questions de genres à Prainha do Canto Verde.

Nous espérons que ces rencontres aideront les populations de pêcheurs à peser sur l'évolution sociale et démocratique en cours au Brésil.

YEMAYA

Nouvelles du Genre de
la Pêche de ICSF

publié par le

Collectif international d'appui aux
travailleurs de la pêche
27 College Road, Chennai 600 006
Inde
tél : 91 44 827 5303
fax : 91 44 825 4457
e.mail : icsf@vsnl.com

préparé par

Chandrika Sharma

traduction

Gildas Le Bihan-CRISLA, Lorient

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi les noms de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur ces questions de genres, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes dans ce domaine sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des « tranches de vie » racontant les efforts de ceux, hommes et femmes, qui militent pour une pêche durable et pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.